

50

>> Reportage

REMAIDES #84

C'est une transition majeure. Le Fonds mondial de lutte contre le sida a décidé de basculer progressivement ses financements des organisations non gouvernementales vers l'Etat ukrainien. D'ici à 2017, l'organisation internationale croit le pays capable de continuer et d'accentuer les programmes de prévention et de soins pour les personnes séropositives, initiés par les activistes. Un optimisme loin d'être partagé par les associations de terrain, dans un pays où les chiffres du sida sont comparables à ceux de l'Afrique. Elles qui font face chaque jour à des situations difficiles doutent de la volonté politique des dirigeants ukrainiens. Par Mathieu Brancourt.

Ukraine : un défi de Fonds !

Un moment charnière. Lors d'une présentation des programmes financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le 19 novembre 2012 à Kiev, des représentants associatifs et de l'Etat ont évoqué la transition financière que va bientôt connaître la lutte contre le VIH en Ukraine. Fin 2016, la quasi-totalité des financements de l'organisation internationale sera versée directement au gouvernement. C'est ce qui inquiète les acteurs de la société civile. Le passé, mais aussi l'actualité, leur donnent raison.

A la création du Fonds mondial en 2002, l'Ukraine devient l'un des premiers pays bénéficiaires. A l'époque, c'est l'Etat qui a la charge de répartir et mettre en place des programmes de mise sous traitement. Mais deux ans plus tard, les objectifs fixés ne sont pas atteints et la corruption institutionnelle généralisée. L'instance de l'ONU ferme les vannes et décide de ne fléchir ses financements qu'en direction des organisations non gouvernementales locales, Alliance et Network en tête. Grâce à cet argent, ces deux associations nationales, avec 150 autres organisations partenaires, accomplissent durant ces années un travail remarquable. Dans un pays où tout était à faire, elles posent les bases élémentaires. "La prévention marche et cela surtout pour les groupes vulnérables. A l'échelle de l'Ukraine, le travail de terrain a donné des résultats et nous en sommes fiers", défend Andriy Klepikov, responsable d'Alliance. Le professeur Michel Kazatchkine, envoyé

spécial de l'ONU pour l'Europe orientale, parle même de "héros de la société civile". Ces activistes ont créé les premières actions de prévention dès 2003. Comme à Kiev, où un bus santé de l'association offre dépistage, consultation gynécologique pour les femmes, mais aussi distribution de matériel d'injection propre. Avec succès. L'arrivée des traitements et la mise en place de programmes de prévention (dépistage, échange de seringues) et de substitution (méthadone ou buprénorphine) a permis une baisse du nombre de nouvelles contaminations et une amélioration de la santé des personnes séropositives. En 2011, le nombre d'usagers de drogues, population parmi les plus touchées ayant pu bénéficier d'un accès à la prévention et à la réduction des risques a atteint 54 %, contre 8 % en 2004. Si les traitements existent en Ukraine, c'est évidemment en grande partie via les programmes financés par le Fonds mondial. L'Etat est certes redevenu financeur à partir de 2008, mais c'est encore l'aide étrangère qui fait vivre l'accès aux soins en Ukraine. Nicolas Cantau, responsable Europe de l'Est du Fonds mondial, se félicite du travail accompli, qui a permis "de développer et d'impliquer la société civile et les groupes vulnérables dans la lutte contre le VIH. C'est cette dernière qui a mis en place la RDR notamment auprès des usagers de drogues". Mais il reste conscient du chemin à parcourir, dans le pays où les chiffres de sida sont comparables à ceux de l'Afrique.



USE CONDOMS!

номер ВІЛ/СНІД
1451
поштами, з мобільного –
віддай дзвінок
.org.ua

Головний офіс:
Київ, вулиця
Артема Солов'яка,
10, кімната 101
Телефон: (044) 490-11-11
Факс: (044) 490-11-12
E-mail: info@aid.org.ua
www.aid.org.ua

099 736 5701
Безкоштовно





L'Ukraine est le pays d'Europe qui connaît l'une des pires situations en matière de VIH/sida. Depuis le début de l'épidémie, en 1987, près de 30 000 personnes sont mortes et les associations évaluent à 7 000 le nombre de nouvelles contaminations chaque année. Le Fonds mondial de lutte contre le sida estime que 230 000 personnes vivent avec le VIH (certains activistes avancent 300 000) pour un pays de 47 millions d'habitants, soit un taux de prévalence de 0,78 % chez les 15 et 49 ans. L'épidémie est concentrée majoritairement chez les gays, les travailleurs et travailleuses du sexe, les personnes consommatrices de drogues par injection et celles en détention. Seuls 18 % des besoins en traitement sont couverts. Le plan national de lutte contre le sida, lancé en 2008, n'est financé qu'à moitié. Une situation qui oblige le représentant du Fonds mondial à la prudence. "L'augmentation des financements de la part de l'Etat est encourageante, mais loin d'être suffisante", affirme Nicolas Cantau.

Un exemple ? Le système pénal. L'accès à la prévention et aux antirétroviraux y dépend encore exclusivement des programmes mis en place par l'organisation internationale. A la prison de Bucha (photo ci-dessus), le seul pénitencier disposant d'un service VIH, c'est le réseau des personnes vivant avec le VIH (Network) qui finance l'accès à la protection et aux traitements pour ces patients bien particuliers. Un détenu, qui a découvert sa séropositivité en détention, affirme : "Sans ce programme,

je serais mort". L'administration pénitentiaire, peu encline au dialogue, affirme que ces prisonniers séropositifs ne subissent ni homophobie, ni sérophobie de la part des surveillants ou des autres détenus, à leur retour en cellule. Et prétend que le respect strict de la confidentialité est assuré. Andrei, prisonnier de 35 ans, déclare pourtant que "tout le monde est courant" pour lui et les autres. "Sans que cela pose de problèmes de stigmatisation", déclare t-il. Sous la bonne surveillance d'un maton de Bucha.

La représentante du ministère de la santé, Alla Scherbynska, veut convaincre du "leadership" de Kiev. Elle concède qu'il y a plus de personnes ayant besoin d'antirétroviraux que de traitements disponibles, mais elle promet "des efforts" et un travail très ferme pour moderniser les conditions de soins des personnes. "La corruption est à la mode et on accuse tout le monde dès qu'il y a un manque de médicaments", répond-elle. Les organisations non gouvernementales restent sceptiques sur l'implication des pouvoirs publics dans des programmes de prévention et de réduction des risques : "Le pays ne dépense pas un seul euro pour la réduction des risques ou les programmes de substitution pour les personnes consommatrices de drogues, premières touchées par le VIH, mais aussi les hépatites et la tuberculose", déplore Andriy Klepikov. Nicolas Cantau rejoint l'activiste et pense que "le gouvernement doit prendre la suite de ces programmes".



Pour cela, l'Ukraine doit sortir d'un carcan juridique hérité du bloc soviétique. Car malgré tous les efforts fournis par les activistes locaux, les avancées réalisées depuis le début de l'aide internationale en 2004 sont contrecarrées par une législation d'un autre âge. Aujourd'hui en Ukraine, un travailleur social participant à un programme d'échange de seringues peut être condamné à trois ans de prison. "Le quantité de drogue légalement transportable est tellement basse qu'une personne récupérant des seringues usagées dans le cadre d'un programme d'échange peut être arrêté par la milice [la police, ndlr]", explique Anna Koshikova, chef du réseau Network. Une posture moraliste et conservatrice retrouvée à propos de l'homosexualité. Alors que les hommes ayant des relations avec des hommes (HSH) n'ont pas accès à une prévention spécifique, le Parlement a discuté en décembre 2012 d'une proposition de loi contre la "propagande de l'homosexualité", qui sanctionne pénalement toute mobilisation, action ou discours de prévention à destination de la communauté homo. Au prétexte de "protection de l'enfant et de son droit à une sphère d'information saine", elle alimente un climat politique et social homophobe. En 2011, 75 % des Ukrainiens pensent que les homos ne doivent pas avoir les mêmes droits que les hétéros, ils n'étaient que 60 % en 2009 !

La lourdeur administrative pèse sur l'accès à la santé pour les personnes séropositives. Dans la plupart des hôpitaux, il faut

"s'enregistrer" pour obtenir — lorsqu'il y en a — un traitement anti-VIH. Un obstacle à l'entrée dans le soin, mais aussi dans le parcours, pour l'adhérence à sa trithérapie. Pour se défaire de leur responsabilité, certains n'hésitent pas à accuser les personnes malades. Le docteur Oleksandr Yurchenko, directeur de la clinique numéro 5 de Kiev, tente une description toute personnelle du "patient ukrainien". Selon lui, ce ne sont pas les ruptures d'approvisionnement — récurrentes — qui limitent le nombre de mises sous traitement : "Ici, les patients sont particuliers, il y en a qui prennent leurs pilules et qui s'en vont. D'autres qui n'en veulent pas. C'est difficile de les tenir dans le soin. L'enjeu n'est pas le manque de médicament, mais le manque de volonté des personnes", prétend-il. Kafkaïen. Aussi, pour bénéficier d'un traitement de substitution, le consommateur de produit doit présenter ses "papiers", en l'occurrence prouver au moins trois tentatives de sevrage, certificats officiels à l'appui.

A Odessa (au sud du pays), les populations les plus exposées sont les usagers de drogues (23 %), les travailleuses du sexe (13 %) et les gays (16 %), d'après les chiffres officiels. Au delà de la difficulté à atteindre toutes les personnes concernées, il faut gérer une situation sanitaire déplorable, bien au delà du VIH. Car ici comme ailleurs, la tuberculose fait des ravages. Pire, le manque de suivi et les problèmes d'accompagnement à l'observance aux traitements ont rendu les souches résistantes. Comme sur le continent

africain sont apparus des cas d'extrême résistance aux médicaments, y compris de deuxième ligne. Les personnes concernées n'ont quasiment plus d'espoir de guérison. Dans le service spécialisé dans la co-infection VIH/tuberculose du centre du sida, à Odessa, les personnes doivent parfois passer 24 mois sans sortir de l'hôpital. Une sorte de "quarantaine" complète pour ces personnes, déjà stigmatisées et désocialisées. Les organisations et le gouvernement ont bien compris l'intérêt de faire front commun sur les deux épidémies. Le Fonds mondial, grâce à des financements spécifiquement alloués à la lutte contre cette autre pandémie, permet de maintenir dans le soin les personnes les plus vulnérables à ces maladies. Mais cette aide ne sera pas éternelle. Natalia Nizova, directrice du centre (dépendant du ministère de la santé), le reconnaît : "Il manque un certain leadership de la part des pouvoirs publics pour que les programmes [qui vont

bientôt être pris en charge par le gouvernement, ndlr] restent pérennes et suffisamment développés. "

Fin 2012, le gouvernement ukrainien a annoncé la création d'une nouvelle structure. Elle réunira les principaux organes gouvernementaux impliqués dans la lutte contre le sida et la tuberculose. Une de ses premières missions sera de faire baisser les prix d'achat des médicaments, qui furent, au plus fort de la corruption de certains fonctionnaires, jusqu'à vingt-sept fois plus élevés que pour les organisations non gouvernementales. Une nouvelle instance nationale qui devra répondre à l'immense gageure de l'arrêt de l'épidémie de sida en Ukraine.

Photographies : Efrem Lukatsky

